

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[CNAM FG 15 \(23\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 20 janvier 1883](#)

Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 20 janvier 1883

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (23)

Collation 3 p. (52r, 53r, 54v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 20 janvier 1883, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/51114>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famillistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [20 janvier 1883](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Séblin, Charles \(1846-1917\)](#)
Lieu de destination Laon (Aisne)
Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Sur la déclaration d'utilité publique des écoles du Familistère. À la suite de la proposition du préfet, Godin lui demande de saisir le conseil municipal de Guise et le conseil départemental de l'instruction publique de la question de la déclaration d'utilité publique des écoles du Familistère et de celle de l'autorisation de ces écoles en tant qu'écoles mixtes dans la ville de Guise. Godin précise qu'il veut combiner cette demande de déclaration avec la proposition de construction d'une école primaire supérieure publique constituée en pensionnat pour 80 élèves. Dans le post-scriptum, Godin demande au préfet s'il pense que le gouvernement pourrait lui accorder la subvention qu'il accorderait à la commune de Guise pour la construction d'une école primaire supérieure, ce qui lui permettrait de débiter les travaux dès le printemps suivant.

Notes Destinataire : Charles Séblin est préfet du département de l'Aisne du 18 décembre 1877 au 8 octobre 1885.

Mots-clés

[Construction](#), [Éducation](#), [Familistère](#), [Procédure \(droit\)](#)

Lieux cités [Guise \(Aisne\) - Familistère : écoles](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

Guise 20 Janvier 1883

52

Monsieur le Préfet.

Par votre lettre en date du 19 octobre dernier, vous me faites l'honneur de m'offrir de proposer au conseil départemental de l'Instruction publique de faire déclarer les écoles du Familistère comme tenant lieu d'écoles publiques à l'usage de la population du Familistère.

Désirant régulariser la situation des écoles de la 1^{re}, je viens vous prier, Monsieur le Préfet, de bien vouloir saisir prochainement le conseil municipal de la ville de Guise et le conseil départemental de cette question comme de celle de l'autorisation de ces écoles comme écoles mixtes dans la ville de Guise. Car ce dernier point est resté

en suspens depuis long temps, après
avoir fait l'objet d'un litige...

La déclaration que je sollicite m'
paraît nécessaire surtout en raison
du nombre de maîtres attachés ma-
tenant à ces écoles, afin de ne pas
priver des immunités attachées à
l'Instruction publique.

Cela ne m'empêcherait pas de
voir dans quelle mesure la déclaration
d'utilité publique des écoles du Finistère
pourrait se combiner avec la proposi-
tion que je désire faire au gouvernement
de la constitution d'une école primaire
supérieure, publique, constituée en
pensionnat pour 30 élèves environ.

Veuillez agréer, Monsieur le
Préfet, l'assurance de mon entière
considération

De la Roche

Je puis même vous demander
 Monsieur le Préfet, dès maintenant si
 vous pensez qu'il soit possible que le
 Gouvernement consente à m'accorder
 des conditions quelconques : la sub-
 vention qu'il accorderait à la commune
 pour la construction de cette Ecole
 primaire supérieure. Si je pouvais
 l'entreprendre avec la certitude de l'appui
 de l'Etat, rien ne m'opposerait à ce que
 je commençasse cette Ecole dès les pre-
 miers jours du printemps. Si cela ne
 peut se réaliser il est bien à craindre
 que la ville de Guise ne fasse rien.